

## Un « deal pour la durabilité » en Suisse. Avec effet immédiat !

La pandémie de Covid-19 nous rappelle à quel point notre économie est vulnérable, en particulier lorsqu'elle repose sur une gestion non durable des ressources. La pandémie a également montré la rapidité avec laquelle l'environnement et la société réagissent à une réduction (temporaire) de la pollution environnementale : la nature reprend visiblement ses droits, les besoins des gens changent fondamentalement. Dans le même temps, les périodes de sécheresse et les records de températures de plus en plus fréquents montrent que le temps presse pour agir.

Les événements de ces dernières semaines ont mis en évidence avec quelle rapidité des questions qui, jusqu'à récemment, figuraient en bonne place sur l'agenda politique peuvent en être balayées à la faveur d'une redéfinition des priorités politiques et économiques. Il en va de même pour la politique énergétique et climatique. La présidente de la Confédération Simonetta Sommaruga est d'ailleurs convaincue que la protection de l'environnement, la création d'emplois et la stimulation de la croissance économique conformément aux objectifs de l'Accord de Paris sur le climat sont d'une importance stratégique pour une gestion durable de la crise<sup>1</sup>.

Aussi, le moment est venu de tirer les leçons de cette crise sans précédent pour notre société et de prendre conscience de la nécessité d'agir avec détermination pour faire face aux conséquences immédiates de la crise. Il s'agit d'encourager ouvertement la transformation de l'économie et de notre mode de vie. Au rang des priorités figure la consolidation de l'économie du pays, c'est-à-dire le déclenchement d'investissements permettant de favoriser durablement la création de valeur sur le territoire national.

Alors que le débat sur l'utilité des programmes conjoncturels du gouvernement et, a fortiori, la bataille autour de la répartition des ressources financières battent leur plein, une chose est sûre : que ce soit avec un nouveau programme conjoncturel ou des mesures qui seront de toute façon décidées mais qui doivent à présent être mises en œuvre de manière plus cohérente et plus rapide, la Suisse a besoin d'un ambitieux « deal pour la durabilité », avec des buts clairs et des objectifs intermédiaires, plutôt que de s'accrocher à l'illusion d'un monde et d'une Suisse révolus.

Parallèlement au soutien qu'il apporte aux petites et moyennes entreprises, mais aussi aux personnes individuelles dans une situation d'urgence qui menace leur survie, le « deal pour la durabilité » ne favorise que les secteurs et les entreprises pouvant présenter des concepts de durabilité convaincants. Cela renforce l'économie suisse à long terme tout en protégeant le climat – une situation gagnant-gagnant. Toutes les technologies et possibilités nécessaires dans cette perspective sont disponibles. Les concepts doivent donc être axés sur une mise en œuvre à court terme, un développement continu et des thématiques telles que la préservation des ressources, le climat, l'énergie, la mobilité et l'information :

1. **Décarbonation complète de tous les processus et secteurs économiques** : Décarbonation complète de tous les processus dans tous les secteurs économiques et domaines de la vie, objectif concret de « zéro émission nette » d'ici 2050 (p. ex. décarbonation accélérée du chauffage des parcs immobiliers conformément au programme « chauffez renouvelable » de SuisseEnergie et à l'étude de l'Initiative Chaleur Suisse, etc.). Lorsque cela n'est pas possible dans un délai raisonnable: taxation correspondante des émissions.
2. **Gains d'efficacité constants** : Gains d'efficacité continus dans la consommation d'électricité et de combustibles/carburants grâce à la rénovation rapide des bâtiments, à la numérisation, à

<sup>1</sup> Communiqué de presse du 24.04.2020, <https://www.uvek.admin.ch/uvek/fr/home/detec/medias/communiqués-de-presse.msg-id-78898.html>

l'éco-conception des produits et des processus, ainsi qu'aux nouveaux modèles de développement, d'utilisation et de financement.

3. **Développement des énergies renouvelables** : Développement accéléré des énergies renouvelables (énergies de soleil, vent, eau, biomasse, énergie géothermique) et des technologies de conversion durables (p. ex. Power-to-Gas) avec priorité aux ressources et à la production énergétique nationale (p. ex. conformément à la prise de position de l'Alliance du secteur énergétique suisse) ; intérêt de l'intégration au marché européen de l'énergie.
4. **Mise en œuvre de concepts de mobilité durables** : Mise en œuvre accélérée de l'électromobilité ainsi que d'autres systèmes de propulsion alternatifs et carburants neutres en CO<sub>2</sub>, grâce à un maillage efficace des infrastructures de recharge et à la vérité des coûts (tarification de l'impact externe des systèmes de propulsion fossiles) ; mise en œuvre de concepts intégraux de mobilité pour le transport de passagers et la logistique du fret au sol, dans les airs et sur l'eau (p. ex. recours à l'hydrogène dans l'aéronautique). Renforcement des transports publics.
5. **Vérité des coûts** : Prise en compte de la charge effective des émissions ou internalisation des coûts externes, valorisation appropriée et signaux de prix indicatifs de la consommation des ressources (en particulier les émissions de gaz à effet de serre liées au transport et l'achat/utilisation d'énergie non renouvelable).
6. **Gestion durable des ressources, économie circulaire** : Gestion durable des ressources (économie circulaire) et mise en œuvre d'innovations pour améliorer la qualité de vie globale des générations actuelles et futures. Les technologies sont disponibles et font déjà leurs preuves à moyen terme.
7. **Information** : Sensibilisation et information transparente des consommateurs, des producteurs, des investisseurs et des multiplicateurs sur les effets de leurs décisions et les meilleures solutions, ainsi que renforcement de la recherche.

Sur la base du « deal pour la durabilité », les secteurs, industries et organisations d'avenir sont consolidés parce qu'ils fonctionnent en économisant les ressources et en améliorant la qualité de vie globale. Dans le même temps, des lignes directrices claires pour l'adoption de stratégies durables doivent être définies pour les modèles d'activité du passé, qui gaspillent des ressources non renouvelables et portent atteinte aux bases de la vie des générations actuelles et futures. La priorité est donnée aux mesures qui génèrent de la valeur ajoutée en Suisse. Cela renforce la pérennité et la résilience de la Suisse sur les marchés, tant à l'intérieur qu'à l'extérieur.

Avec le « deal pour la durabilité », l'AEE SUISSE veut éviter de soumettre à un nouveau test de stress une économie déjà mise à rude épreuve. Les leçons immédiates de la crise et la mission pour l'avenir doivent être d'utiliser nos forces – l'économie et la société dans son ensemble – là où elles auront le meilleur effet, maintenant et à l'avenir, et là où se situent les meilleures opportunités commerciales (p. ex. aussi l'exportation de solutions). En tant qu'organisation faîtière de l'économie des énergies renouvelables et de l'efficacité énergétique, l'AEE SUISSE ne se préoccupe pas seulement de l'origine de l'énergie et de son utilisation efficace, mais dans cette situation extraordinaire, elle veille également à ce que l'économie suisse sorte renforcée de cette crise, en posant dès maintenant les jalons d'une nouvelle voie, durable et tournée vers l'avenir.